

**Suisse - Lutte contre le blanchiment
d'argent et le financement du
terrorisme - Communiqué de presse
du ministère de l'économie et des
finances**

(Paris, 24 janvier 2017)

À l'invitation du conseiller fédéral suisse Ueli Maurer, chef du Département des finances, Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, a visité vendredi 20 janvier le port franc d'Embrach, dans le canton de Zurich.

Il s'agissait de comprendre comment la Suisse, qui occupe une place importante dans le libre échange des marchandises et les chaînes logistiques internationales, organise les flux, protège les biens de grande valeur qui lui sont confiés et s'emploie à réduire les risques d'abus.

Cette visite a permis d'échanger avec les autorités suisses sur le fonctionnement des ports francs, qui jouent un rôle indiscutable et positif dans l'accroissement du commerce international, mais qui peuvent présenter des vulnérabilités, notamment dans le cadre du trafic d'oeuvres d'art, du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme.

Michel Sapin a pu constater que la Suisse a pris des mesures importantes pour minimiser les risques et garantir la conformité des processus, comme l'ont reconnu l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et le Groupe d'action financière (GAFI). Le ministre s'est réjoui des évolutions engagées, notamment depuis 2016, pour mieux encadrer les ports francs, tels les contrôles que multiplient les douaniers suisses et le système informatique de traçabilité mis en place.

Le conseiller fédéral Ueli Maurer et le ministre Michel Sapin sont convenus que seul un effort multilatéral, global et coordonné permettra de renforcer avec efficacité la transparence, visant en particulier les bénéficiaires effectifs des biens entreposés, et de convaincre tous les pays d'adopter des mesures ambitieuses.

«Nous souhaitons que les autorités suisses partagent leur expérience avec le GAFI et l'OMD afin d'améliorer la transparence dans les ports francs de tous les pays concernés et que ceux-ci adoptent des mesures concrètes, pour permettre par exemple l'identification de bénéficiaires effectifs des marchandises stockées», a déclaré Michel Sapin./.

(Source : site Internet du ministère de l'économie et des finances)